

02.05.2023

Crise bancaire : JP Morgan reprend First Republic Bank en déroute.

- La banque californienne a été saisie par le régulateur et ses actifs revendus à JP Morgan, numéro un du secteur.
- C'est la troisième faillite bancaire depuis la chute de SVB en mars.

BANQUE

Véronique Le Billon

- Bureau de New-York

Avec **M.H.**

Fin de partie pour First Republic. La banque de San Francisco, qui a perdu 97 % de sa valeur en Bourse depuis la déroute de la Silicon Valley Bank (SVB) en mars, a été démantelée. Et c'est JP Morgan, la première banque américaine par la taille des actifs, qui va « prendre en charge tous les dépôts et la quasi-totalité de ses actifs », a annoncé ce lundi la FDIC, le régulateur qui garantit les dépôts bancaires.

Cette opération fait de First Republic la deuxième plus grande faillite bancaire de l'histoire des Etats-Unis, après celle de Washington Mutual en 2008, déjà racheté par JP Morgan à l'époque. Et en moins de deux mois, First Republic devient la troisième banque à être reprise et vendue par la FDIC, après SVB et Signature.

« Minimiser les coûts »

« Tous les déposants de la First Republic Bank deviendront des déposants de JPMorgan Chase et auront accès à tous leurs dépôts » a annoncé la FDIC lundi. JP Morgan acquiert ainsi 173 milliards de dollars de prêts, environ 30 milliards de dollars de titres et 92 milliards de dollars de dépôts. Elle ne reprend pas les dettes d'entreprise ni les actions privilégiées de First Republic et a signé un accord de partage des pertes avec la FDIC sur d'autres produits.

« Notre gouvernement nous a invités, ainsi que d'autres, à intervenir, et nous l'avons fait », a déclaré Jamie Dimon, le patron de JPMorgan Chase. « Notre solidité financière, nos capacités et notre modèle d'entreprise nous ont permis d'élaborer une offre pour exécuter la transaction de manière à minimiser les coûts pour le Fonds d'assurance-dépôts. »

10,6 MILLIARDS DE DOLLARS

La somme payée par JP Morgan pour la reprise de First Republic.

Au nom de la concentration du secteur, JP Morgan ne devait pas être autorisé à racheter un de ses concurrents car la banque détient déjà plus de 10 % des dépôts américains, mais les régulateurs ont fait une exception. Et la transaction s'annonce favorable pour le numéro un du secteur : la banque va payer 10,6 milliards de dollars à la FDIC mais elle devrait afficher un gain après impôts de 2,6 milliards de dollars sur l'opération, a-t-elle indiqué.

Elle prévoit ensuite de supporter 2 milliards de dollars de coûts de restructuration sur les dix-huit mois à venir. Le cours de JP Morgan grimpait de plus de 2,5 % en séance, lundi. La FDIC, qui a déjà évalué le coût de la déroute de SVB et Signature à plus de 22 milliards de dollars -un montant que la communauté bancaire va devoir éponger-, estime de son côté que la chute de First Republic pourrait coûter 13 milliards de dollars.

La chute en quatre jours

Plusieurs banques avaient eu accès ces derniers jours aux données détaillées de First Republic pour évaluer la qualité de ses prêts et de ses divers actifs. Outre JP Morgan, Citigroup (qui a repris une part des actifs de SVB) et PNC Financial Services auraient également formulé une offre, mais seulement partielles. Les grandes banques de la place étaient directement intéressées à la résolution du dossier : onze d'entre elles avaient injecté collectivement 30 milliards de dépôts dans First Republic le 16 mars, pour tenter d'endiguer la contagion.

La chute de First Republic s'est nouée en l'espace de quatre jours la semaine dernière, après, paradoxalement, un mois de temps relativement calme. Lundi dernier, à l'occasion de la publication de ses résultats trimestriels, le PDG de la banque Mike Roffler, aux manettes depuis l'an dernier, annonce que ses clients ont sorti quelque 100 milliards de dollars de la banque au moment de la crise de SVB début mars. Un chiffre bien supérieur aux estimations des analystes financiers.

De quoi déclencher une nouvelle spirale baissière pour le cours de la banque - et probablement la perte d'une nouvelle part des dépôts. Une situation de plus en plus intenable, qui a obligé le régulateur à s'investir dans la recherche de solutions.